

Rapport annuel sur l'état de la France 2022

Changer de boussole pour dépasser l'urgence et préparer l'avenir

Déclaration du groupe Agriculture

Ce RAEF a été élaboré dans des conditions très complexes. Nous avons peu de recul et ne disposons que de très peu d'analyses consolidées et fiables sur les deux années qui viennent de s'écouler. De plus, nous vivons, actuellement, une période instable, pleine d'incertitude et inquiétante pour les acteurs économiques ou les ménages. Il est alors bien compliqué d'établir un bilan des politiques menées et plus périlleux encore d'élaborer des perspectives pour l'avenir.

Pourtant il est indispensable de se projeter, dans des objectifs de moyen et long termes.

À cet égard, nous soutenons la première préconisation visant à mettre en place une programmation pluriannuelle de l'Industrie. Il faut renouer avec des politiques économiques et d'investissements axées sur des perspectives de long terme. Cela vaut pour l'ensemble des secteurs économiques. Cette démarche est absolument liée à nos exigences en termes de souveraineté et d'autonomie stratégique et de transition écologique.

Le groupe approuve l'ensemble des préconisations et souhaite insister sur la préconisation n° 9 relative au renforcement des services de l'État dans les territoires. Assurer l'accès à la santé, à l'éducation, à la communication, aux transports sur l'ensemble de ceux-ci, permet d'assurer la dynamique sociale et économique de tous les territoires, et peut contribuer à renforcer l'attractivité de certains métiers.

Par exemple, les métiers de l'agriculture sont parfois méconnus et souffrent également d'un déficit d'attractivité en lien direct avec la désertification des zones rurales. Investir dans des territoires peu denses c'est aussi investir pour le maintien de notre agriculture, de notre élevage et de toutes les activités qui en découlent. Soutenir le secteur agricole, c'est garantir, pour nos concitoyens, l'accès à une alimentation saine et diversifiée.

Cela rejoint la recommandation que notre assemblée poursuive des travaux sur l'accès pour tous à une alimentation saine et durable, dans le respect des équilibres économiques et des exigences de la transition écologique. Le contexte énergétique et géopolitique actuel fait peser des menaces sur le pouvoir d'achat de nos concitoyens, notamment en termes d'alimentation. Il est donc indispensable que notre assemblée porte une attention soutenue à tout le secteur agro-alimentaire français pour qu'il continue d'assurer l'approvisionnement en quantité et en qualité, à des prix accessibles, de l'ensemble de la population.

Le groupe a voté pour.